



Complément d'information à l'exposition temporaire du musée de la Résistance à Châteaubriant 2017-2018

Panneaux 02 & 05 et donc aux pages 4 & 10 du catalogue

Un automne 1941, les communistes engagent la lutte armée !

Dès les premiers mois de l'Occupation, les militants communistes doivent faire face à un renforcement de la répression. L'État français et l'occupant allemand procèdent à des arrestations et à des internements administratifs. À l'automne, les communistes organisent des comités populaires et font campagne contre le régime de Vichy, accusé de favoriser le pillage de la France par sa politique de collaboration avec l'Occupant.

Les communistes animent l'activité revendicative dans les entreprises et les quartiers populaires, notamment parmi les femmes. La mobilisation sociale prend des formes diverses. En novembre 1940, les lycéens et étudiants communistes appellent à manifester pour la libération du professeur Paul Langevin, membre du comité des intellectuels antifascistes et animateur du Comité Amsterdam-Pleyel de lutte contre la guerre et le fascisme créé en 1933 (Claude Lalet fusillé le 22 octobre 1941 en est membre). En mai-juin 1941, les militants communistes et syndicalistes participent à la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais qui bloquent l'approvisionnement des industries du Reich en charbon.

La répression anti-communiste s'intensifie alors que l'Allemagne nazie entre en guerre contre l'URSS. Ainsi 450 mineurs sont arrêtés, 273 déportés en juillet, d'autres sont fusillés. À Paris, Henri Gautherot et Samuel

Tyszelman, membres de la Jeunesse communiste, sont arrêtés pour « activité en faveur de l'ennemi » et « participation à une manifestation communiste dirigée contre les troupes d'occupation allemandes » le 13 août. Ils sont condamnés à mort et exécutés dès le 19 août.

Les communistes de l'organisation spéciale du Parti communiste français (PCF) et des bataillons de la jeunesse décident de riposter. L'exécution de trois officiers de l'armée d'occupation à Paris, le 21 août, à Nantes, le 20 octobre, et à Bordeaux, le 21 octobre, marque un tournant dans la Résistance : le déclenchement de la lutte armée. La France ne doit plus être un territoire paisible pour les militaires allemands, mais le prix à payer est élevé :

en représailles, les Allemands décident des exécutions massives d'otages. La montée en puissance de la lutte armée s'opère en 1942-1943 avec la constitution de maquis et groupes francs, qui étendent leur action tant en ville qu'à la campagne. Les jeunes réfractaires du STO qui « montent au maquis » en 1943-1944 doivent recevoir une formation militaire pour être en mesure de participer aux combats pour libérer la France. Jusqu'à la Libération, le problème majeur demeure le manque d'armes, malgré les parachutages des Alliés et les prises sur l'ennemi.

Guy Hervy, Secrétaire général du Comité Parisien de Libération (CPL), Éric Brossard, Professeur agrégé d'histoire, professeur relais au Musée de la Résistance nationale (MRn) à Champigny, Collectif d'Histoire des Amis du musée de la Résistance de Châteaubriant (AMRC).



Coll. AMRC / MRn à Champigny - Fonds Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt